

L'ECHEC DE L'AVENTURE TERRORISTE OU LE TRIOMPHE DE LA DEFENSE SOLIDAIRE

Dans la nuit du 23 au 24 novembre 1991 et pendant les quelques jours qui ont suivi, le BURUNDI a été l'objet d'une attaque terroriste dans la capitale et dans quelques autres localités du pays.

L'agresseur : son identité et ses objectifs

Ils ont été vus, armes à la main, le regard furtif et assassin, le geste violent facile, par de nombreux témoins burundais et étrangers, à BUJUMBURA, CIBITOKÉ, KAYANZA et ailleurs. Ils sont décrits de la même façon. Arrêtés et interrogés, ces individus désignent spontanément leurs commanditaires, et les perquisitions menées dans leurs abris ainsi que le matériel saisi portent la même signature : le PALIPEHUTU.

Ses hommes de main trouvent leur énergie dans les pratiques obscurantistes, la magie des scarifications et l'illusion de la drogue. Ils se sont attaqués avec témérité aux forces de l'ordre et ont massacré des populations civiles innocentes. Leurs victimes sont des Tutsi burundais et rwandais mais aussi des Hutu, spécialement ceux qui refusaient de se rallier à leur cruauté. Ces massacres aveugles perpétrés contre des Burundais, toutes ethnies confondues, confirment, s'il en était encore besoin, l'arme favorite du PALIPEHUTU : le terrorisme. Outre ces crimes de sang qui ont provoqué la mort de nombreux citoyens, les terroristes se sont livrés à des razzias de bétail et ont incendié des maisons de paisibles citoyens.

Aujourd'hui, l'effet de surprise passé, il est bien établi que l'opération terroriste déclenchée dans notre pays ne visait qu'un objectif politique. Aux premières heures de la crise, il avait semblé qu'elle visait aussi un objectif militaire dont il n'avait visiblement pas les moyens : quelques armes à feu pour les meneurs, l'arme blanche pour les autres.

suite à la page 2.

Le véritable objectif était donc politique : saboter le processus d'unité et de réconciliation nationale, de démocratisation et de rapatriement volontaire des réfugiés. Aux yeux du PALIPEHUTU, il était plus simple d'allumer un feu que les ethnies, en s'entredéchirant, transformeraient elles-mêmes en brasier. Dans leurs desseins, ils pensaient avoir le jeu facile. L'hystérie et la peur collective aidant, les Burundais se retrancheraient dans les réflexes de solidarité ethnique et d'auto-défense primaire, face à l'ennemi fictif de l'autre ethnie. Chasses interethniques, dénonciations abusives, arrestations, condamnations et exécutions arbitraires, entretien des rumeurs alarmistes... ce scénario déjà annoncé dans les tracts du PALIPEHUTU était censé assurer le triomphe de ses thèses tribalistes.

Réactions du Gouvernement

Les autorités nationales observaient depuis des mois un mouvement d'infiltrations et une activité de propagande subversive à caractère divisionniste, mais le déclenchement de l'attaque armée a pris tout le monde de court.

Malgré l'effet de surprise, les autorités civiles et militaires ont réagi à la situation dès le début de l'attaque. Un état-major de crise a été mis sur pied et a travaillé sans désespérer pour faire face à la situation.

Le mot d'ordre pour une gestion transparente de la crise a été donné, et rien n'a été fait dans l'ombre. La population a été informée des événements dès le matin du 24 novembre 1991. Non seulement l'autorité politique a informé continuellement l'opinion, mais elle a aussi pris des mesures propres à briser la tentation à l'opacité. Ainsi, les ligues burundaises des Droits de l'Homme ont pu accomplir leur mission en toute liberté, et la Croix Rouge a bénéficié des facilités nécessaires à l'accomplissement de son travail. En outre, le Gouvernement a vite compris les risques de débordements qui pourraient résulter d'une crise de ce genre comme cela a pu être observé dans le passé. Il a isolé l'agresseur qui a la prétention ridicule de représenter toute une ethnie sans avoir reçu d'elle aucun mandat. Ce faisant, il a prévenu les réglements de compte et autres dérapages.

suite à la page 3.

Comportement de la population

La majorité de la population a administré la preuve que l'unité nationale est une réalité malgré l'existence de quelques adeptes du PALIPEHUTU. Grâce à la solidarité agissante entre Hutu et Tutsi, bien des plans du PALIPEHUTU ont pu être déjoués. Les terroristes prévoyaient des attaques à NGOZI, GITEGA, KAYANZA, MUyinga et dans l'agglomération de BUBANZA. Ces attaques ont été évitées de justesse grâce à la vigilance active de la population.

A NGARA, en Province de BUBANZA, les assaillants s'apprêtaient à massacrer le personnel médical. Heureusement, il a été prévenu par la population locale. Les terroristes se sont alors rabattus sur une vieille femme hospitalisée qu'ils ont mutilée à la machette. Ils ont tué un chef de colline pour décourager la population mais celle-ci ne s'est pas laissée faire.

Tout au long de la crise, la population a apporté son concours aux forces de l'ordre pour le rétablissement de la sécurité. De ce fait, elle a démontré sa confiance dans les forces de sécurité démentant du même coup les allégations mensongères du PALIPEHUTU.

Diverses réactions

Les diverses réactions à ces événements constituent autant de messages de soutien et d'encouragement. Beaucoup fustigent l'usage de la violence et condamnent les tueries et les massacres des innocents. Il en est ainsi des différentes Confessions religieuses, des ligues des Droits de l'Homme, des différentes organisations et associations burundaises, etc.

Par ailleurs, certains pays amis du BURUNDI ont tenu à lui exprimer leur sympathie et à l'encourager dans la poursuite des réformes politiques engagées par la Troisième République et que le PALIPEHUTU veut précisément compromettre.

suite à la page 4.

Position du Gouvernement

Malgré cette nouvelle épreuve, le Gouvernement du BURUNDI est déterminé à poursuivre le processus de réconciliation nationale, de rapatriement volontaire des réfugiés et de démocratisation des institutions. A cet effet, il ouvre un large espace politique où tous les citoyens pourront participer pacifiquement à la construction d'une société unitaire et démocratique. Le Gouvernement combattra sans merci toute nouvelle tentative de déstabilisation, de terrorisme et toute autre forme de violence comme moyen d'accéder au pouvoir.

Les responsabilités des cadres

Aujourd'hui, l'on ne peut plus douter de la défaite de l'ennemi qui vient d'attaquer notre pays. Les assaillants qui n'ont pas été tués lors des affrontements ont été faits prisonniers. D'autres, traqués par la population, fuient en débandade.

Nous nous réjouissons à juste titre de cette victoire, mais nous devons comprendre que le PALIPEHUTU n'a pas pour autant renoncé à ses objectifs et plans machiavéliques. Il appartient dès lors au peuple burundais en général, et aux cadres en particulier, de rester lucides et vigilants afin que demain, personne ne soit l'instrument inconscient de l'ennemi commun, en entretenant le feu de la division qu'il aura allumé. C'est le moment pour les cadres de se remémorer les enseignements de la Charte de l'Unité Nationale qui ne peut en aucun cas être pour eux un document d'archives. Elle doit être un livre de chevet, surtout en période de tension où les extrémismes, quoique marginaux, s'exacerbent, s'engendrent et se nourrissent l'un de l'autre.

L'on ne peut oublier les engagements pris par l'écrasante majorité du peuple burundais, en toute liberté, pour extirper de notre société toute tendance à l'extermination physique, à la vengeance et à la globalisation.

Dans les circonstances actuelles, les cadres doivent éviter de faire le jeu du PALIPEHUTU qui souhaite attiser les clivages ethniques consacrer la division sur cette base, et provoquer à terme la guerre civile.

suite à la page 5.

Ses armes sont déjà connues : la suspicion mutuelle, les dénonciations arbitraires, la désinformation, l'amplification des rumeurs qui engendrent la psychose et l'insécurité collectives.

A présent que l'ennemi est bien ciblé, ce serait une erreur d'accroître son audience en jetant l'opprobre sur d'honnêtes citoyens, même si l'on ne partage pas la sensibilité politique.

Aux manoeuvres du PALIPEHUTU, somme toute grossières au regard de l'esprit censé critique des cadres, il faut opposer la résistance sereine.

Il appartient aux cadres d'imaginer les meilleures modalités pratiques d'une offensive solidaire, pour détruire à jamais les germes de la haine et de la division. Ils devraient garder constamment à l'esprit que l'arme absolue contre l'ennemi c'est l'Unité des Burundais.



LETTRE aux cadres

56301091

n°56 - 30 Octobre 1991

LE PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DU PLAN
MET EN GARDE LES CADRES ET AGENTS DE
L'ETAT CONTRE LA VIOLENCE TRIBALE

Un mois à peine vient de s'écouler, des malfaiteurs se sont infiltrés dans certaines régions du pays pour enseigner la haine et la violence ethnique. Une cinquantaine d'entre eux ont été arrêtés par les forces de l'ordre dans la province de Gitega et un incident a coûté la vie à trois citoyens à Mabayi.

Face à ces fossoyeurs de l'unité, le Premier Ministre et Ministre du Plan, Monsieur Adrien Sibomana a rappelé le 18 octobre dernier devant les Cadres et agents de la province de Muramvya que la démocratie passait forcément par une compréhension mutuelle, ce qui suppose la paix et la sécurité. Et le Premier Ministre d'ajouter : "Si nous ne prenons pas garde, des obstacles majeurs peuvent compromettre la démocratie et le développement, le premier obstacle étant la division surtout ethnique". Si nous examinons la période qui a suivi notre indépendance, nous constatons qu'il y avait plusieurs partis politiques et qu'il était donc possible d'édifier une démocratie véritable. Mais elle a été compromise par les dirigeants de ces partis qui se sont divisés sur base des critères ethniques. Aujourd'hui, on commettrait la même erreur si on continuait à s'appuyer sur son appartenance ethnique pour réaliser certaines ambitions. On n'aboutirait à aucun résultat sinon la ruine du pays. Les initiateurs de la politique de division n'en tireront aucun bénéfice, quand bien même ils n'y laisseraient pas la vie.

La division ethnique est le premier obstacle à la démocratie au Burundi. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a donné la priorité à la Charte de l'Unité Nationale, une charte qui a été adoptée en toute liberté par près de 90% des Burundi.

Le Premier Ministre est persuadé que ce sont ceux qui prônent les partis ethnistes qui risquent de retarder l'avènement de la démocratie, car ils provoquent la peur dans la population. Il a affirmé que tout parti basé sur la division ethnique ne veut pas la démocratie, mais plutôt la guerre. Pourquoi en fait, s'est interrogé M. Sibomana, ceux qui prétendent avoir d'excellentes idées et des projets valables éprouveraient-ils le besoin d'une clientèle ethnique alors que le peuple pourrait les apprécier en raison du bien qu'ils peuvent lui apporter ?

Une autre exigence fondamentale de la démocratie, c'est le respect des droits de la personne humaine. Qu'en est-il ici chez nous ? Au Burundi, les Droits de l'Homme sont respectés. En luttant contre la division, nous nous opposons en réalité à l'exclusion des autres. C'est pour cela qu'au niveau de l'enseignement, de l'armée, de l'emploi, tout est fait dans la transparence afin d'éviter l'injustice et de permettre un contrôle ultérieur. C'est aussi au nom des Droits de l'Homme que le Burundi lance des appels au retour des réfugiés afin qu'ils puissent recouvrer l'un de leurs droits les plus fondamentaux, le droit à la patrie.

Les lois et règlements injustement répressifs ont été abrogés afin de faciliter la vie quotidienne à la population. Le gouvernement a en outre pris une disposition légale interdisant le traitement inhumain des prisonniers.

La cour de Sûreté de l'Etat vient d'être supprimée car elle comportait des risques d'abus en défaveur des personnes inculpées. Elle était aussi à l'origine de lenteurs dans les jugements, et ne prévoyait aucune procédure d'appel.

Pour le Premier Ministre et Ministre du Plan, le peuple burundais se prépare aujourd'hui à l'avènement d'une véritable démocratie car, en défendant les droits de l'homme, les citoyens se sentent libres et peuvent s'exprimer sans peur et sans inquiétude. Au stade actuel, a indiqué M. Sibomana, nous pouvons vivre la démocratie sans trop de difficultés. Cependant, a-t-il souligné, il nous faut toujours veiller à la sauvegarde de la paix et de la sécurité sans lesquelles la démocratie est impossible. Aucun régime, quel qu'il soit, ne peut atteindre un quelconque objectif sans assurer d'abord la paix dans le pays.

suite à la page 3.

C'est pourquoi, précise-t-il, le Gouvernement empêchera toute personne animée de la volonté de troubler l'ordre public de le faire. Le gouvernement pourra même recourir aux sanctions qui s'imposent sans considérer que l'auteur d'une infraction est Hutu, Tutsi ou Twa.

Le Premier Ministre a rappelé une fois de plus que les gens qui ont été récemment arrêtés par la police avaient commis de graves infractions. Ils ne sont victimes ni de la suspicion, ni de leur appartenance ethnique, ni de leur appartenance à une quelconque formation politique. Ils ont tout simplement été arrêtés parce qu'ils voulaient non seulement troubler l'ordre public, mais aussi se livrer à des tueries.

M. Sibomana a identifié ces malfaiteurs. Certains vivaient au Burundi, et ce sont eux qui ont fait appel à d'autres résidant hors de nos frontières. Ceux-ci sont rentrés clandestinement au Burundi et non en tant que rapatriés. Ils venaient de subir une formation militaire à l'extérieur. Ils portent sur leurs corps un grand nombre de scarifications censées prétendent-ils, les rendre invulnérables à tout danger, y compris les balles d'une arme à feu. Ils étaient également munis de fausses cartes d'identité. Vous comprendrez qu'ils ont été trompés. Cela se confirme d'ailleurs par leurs déclarations. Ils affirment en effet avoir été trompés par leurs commanditaires en venant les mains vides. Ceux-ci leur avait dit qu'ils trouveraient des armes au Burundi tout en sachant que c'était impossible. Voilà le genre d'infractions qui ne peuvent laisser indifférente aucune autorité soucieuse de la sécurité publique.

Ces personnes qui prêchent la violence n'aiment pas leurs compatriotes, car elles veulent provoquer des massacres dans le pays. Ce qu'on devrait savoir, c'est que les personnes arrêtées ont été surprises en flagrant délit, et chacune d'entre elles répondra personnellement de ses actes devant la loi burundaise. Personne ne sera maltraitée car le Burundi a des lois qui protègent la dignité des prisonniers.

Le Premier Ministre et Ministre du Plan compare ces personnes à un enfant qui va se jeter dans le feu. Il considère qu'il ne peut pas se brûler en présence de ses parents sans que ceux-ci tentent de le sauver. Sinon les parents n'auraient aucune affection pour leur enfant. Même si l'enfant continuait à se débattre et à pleurer, les parents sont obligés de le protéger du mal malgré lui. C'est leur devoir.

suite à la page 4.

M. Sibomana considère aussi qu'il est invraisemblable de prétendre aimer un enfant plus que ses parents. L'Etat est un parent pour tous ses citoyens. Toutefois il est à même d'empêcher tel citoyen de faire du mal. S'il persévère dans l'erreur, il peut le punir sans avoir aucune dent contre lui a priori.

Le Premier Ministre compare également ces malfaiteurs à une personne qui, pour se suicider, attache une corde à un arbre avant de se la mettre au cou. Par esprit humanitaire, tout passant pourrait couper la corde et lui sauver sa vie.

L'enseignement qu'on peut tirer est que quelqu'un qui trompe son frère ne peut en aucune manière prétendre qu'il l'a fait par amour.

Un Hutu qui veut porter la guerre contre un Tutsi est le premier ennemi des Hutu. Un Tutsi qui hait ou qui fait du mal aux Hutu est l'ennemi numéro un des Tutsi. Aussi, quiconque soutient les divisions creuse en même temps sa propre tombe et celle des innocents, et personne ne devrait ni le protéger, ni le soutenir.

Le Premier Ministre a affirmé qu'il ne pourra jamais tolérer que quelqu'un soit injustement poursuivi, qu'il soit Hutu, Tutsi ou Twa. L'Etat doit protéger non seulement ses citoyens, mais aussi tout étranger résidant au Burundi. Aussi l'auteur d'une infraction sera sanctionné pour les fautes dont il se sera rendu coupable sans aucune référence à la région, l'ethnie ou le pays d'origine.

M. Sibomana, qui félicite les vrais patriotes pour leur courage, les invite à tenter de ramener sur la bonne voie ceux qui prêchent la violence et la division. Il remercie ces millions de Burundais Hutu, Tutsi et Twa ainsi que tous les étrangers qui soutiennent sans relâche la politique d'unité et de réconciliation nationale.

=====